

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
43, rue du Docteur Duroselle  
16000 Angoulême

Angoulême, le 13/01/26

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **E. REMY MARTIN & CO**

20 RUE DE LA SOCIETE VITICOLE  
16100 Cognac

Références : 2026\_32\_UbD16-86\_Env  
Code AIOT : 0007201802

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2025 dans l'établissement E. REMY MARTIN & CO implanté 554 Avenue de la grande champagne 16100 Merpins. L'inspection a été annoncée le 07/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- E. REMY MARTIN & CO
- 554 Avenue de la grande champagne 16100 Merpins
- Code AIOT : 0007201802
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société SASU REMY MARTIN & CO est autorisé par arrêté préfectoral du 31 mai 2002 modifié en dernier lieu par arrêté préfectoral complémentaire du 21/01/2025 à exploiter le site de stockage d'alcools de bouche d'origine agricole dénommé Centre d'Élaboration de Produits (CEP) ainsi qu'à construire un nouveau chai appelé chai J2.

Ce site est classé sous les rubriques et régimes suivantes:

- \* 4755: QSP totale de 109 037,85 tonnes soit 117 245 m<sup>3</sup>: Autorisation (A SSH)
- \* 2921: TAR de 1517 KW: Déclaration Contrôle (DC)
- \* 2410: Puissance totale des machines de 48 KW: Déclaration (D)

L'établissement est Seveso seuil Haut (conformément à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées) par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R.511-11 du Code de l'environnement pour la rubrique 4755.

Un dossier d'autorisation environnementale (actuellement en cours de finalisation) dit "Projet Olympe" a été déposé le 14/10/2024 pour un projet d'extension du site et d'augmentation des capacités de stockage d'alcools de bouche du CEP par l'ajout de 8 nouveaux chais de vieillissement et de mariage des eaux de vie et d'1 nouveau chai de finition.

Un porter à connaissance a été déposé le 15/12/2025 visant à modifier les rubriques suivantes:

- \* 4755: augmentation de la capacité de stockage du chai P1 passant de 2000 m<sup>3</sup> à 2250 m<sup>3</sup> ;
- \* 2410: augmentation de la puissance totale des machines passant de 48 KW à 75 KW ;

Ces modifications n'ont pas d'incidence sur le classement ICPE de ce site et feront prochainement l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire embarquant également la finalisation de l'instruction du projet OLYMPE sus-cité.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Perte d'utilités
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Utilisation de radians gaz	Autre du 14/10/2024, article EDD Projet olympe	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	Contenu du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 5	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	Stratégie en cas de perte d'électricité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Actions engagées pour la mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Modalités de maintien de la surveillance en cas de coupure d'électricité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
7	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Maintenance des utilités et dispositifs de secours électrique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
9	Plan d'action	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Équipements de défense contre l'incendie	AP Complémentaire du 31/05/2002, article 9.3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des stocks et respect des installations autorisées	AP Complémentaire du 21/01/2025, article art 1 et 2 de l'annexe 1	Sans objet
11	Stockage ammoniac	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article annexe 1 art 2.12	Sans objet
12	Protection contre le risque incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Annexe 5 art 47	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection a essentiellement porté sur l'action nationale "Perte d'Utilités".

Les échanges avec l'exploitant ainsi que les constats sur le terrain de l'inspection ont permis de relever des manquements dans la prévention du risque en cas de coupure longue des énergies.

L'exploitant n'ayant pas été en capacité d'indiquer avec précision à l'inspection les modalités mises en place au sein du site en cas de perte d'utilité et, ce, conformément aux prescriptions des articles 52, 56, 59 et 64 de l'Arrêté Ministériel du 4/10/2010 modifié ainsi qu' à l'article 7 de l'Arrêté Ministériel du 26/05/2014, l'inspection demande à l'exploitant de tester, modifier et de mettre à jour son organisation. Les modifications ainsi apportées devront être transcrites dans la procédure de coupure d'énergie du CEP et tenues à la disposition de l'inspection.

L'inspection demande, en outre, à l'exploitant de compléter son étude de dangers en intégrant cette notion de perte d'utilités non prise en compte actuellement.

Enfin, l'exploitant devra établir un plan d'action visant à mettre son installation en conformité avec les dispositions de l'article 56 de l'arrêté ministériel du 4/10/2010.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : État des stocks et respect des installations autorisées

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/01/2025, article art 1 et 2 de l'annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  * <b>Rubrique 4755 :</b> A SSH 35 chais de stockage d'alcools de bouche avec le chai J2 QSP totale:109 037,85 T soit 117 245 m <sup>3</sup>  * <b>Rubrique 2921:</b> DC 1 TAR en circuit primaire fermé de 1517 kW située en façade de l'atelier de finition  * <b>Rubrique 2410:</b> D une puissance totale de machines de 48 kW et 1 aspiration de 30 kW dans l'atelier copeaux
<b>Constats :</b>  L'exploitant informe l'inspection de la tenue d'un registre de suivi via le logiciel "SAP".  * <b>Rubrique 4755:</b> Par mail du 7/11/2025, l'exploitant informe l'inspection d'un état des stocks de 879 886,476 hl soit 87 988,6476 m <sup>3</sup> . Le jour de l'inspection, l'état des stocks est similaire. L'exploitant informe l'inspection de sa volonté d'ajouter au sein du chai P1 existant 9 cuves inox de 630 hl soit 567 m <sup>3</sup> faisant passer la capacité de stockage de 2000 m <sup>3</sup> à 2250 m <sup>3</sup> . Cette augmentation n'a donc aucune incidence sur le classement ICPE de cette installation. Conformément à la demande de l'inspection, l'exploitant a déposé un PAC en ce sens le 15/12/2025. Ce dernier sera inclus dans l'arrêté préfectoral à venir prochainement et consécutif au dépôt du DAENV "Projet Olympe". L'exploitant informe, en outre, l'inspection que les travaux de construction du chai J2 devraient se terminer le 1/04/2027.  * <b>Rubrique 2921:</b> L'exploitant informe l'inspection que la puissance thermique de la TAR située au sein de l'atelier de finition est de 1396 kW. Il ajoute avoir fait procéder au remplacement de cette TAR en 2016 par la société Saintonge Réfrigération Service.  * <b>Rubrique 2410:</b> L'exploitant informe l'inspection que la puissance totale des machines au sein de l'atelier bois est de 75 IW. L'arrêté préfectoral complémentaire du 21/01/2025 autorise une puissance totale des machines de 48 kW. Conformément à la demande de l'inspection, l'exploitant a déposé un PAC en ce sens le 15/12/2025 incluant le détail des machines et des puissances associées. Ce dernier sera inclus dans l'arrêté préfectoral à venir prochainement et consécutif au dépôt du

DAENV "Projet Olympe". Cette augmentation n'a en outre aucune incidence sur le classement ICPE de cette installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Utilisation de radians gaz**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 14/10/2024, article EDD Projet olympe
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise du risque liée à l'utilisation de radians gaz
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une étude de substitution des radians gaz est en cours afin de s'affranchir de son utilisation et de couper définitivement le gaz au sein de l'atelier bois de réparation des futailles. L'objectif de E. REMY MARTIN & C° est de faire cette transition avant l'hiver 2025.
<b>Constats :</b>  L'exploitant informe l'inspection que: - une étude a été faite en ce sens - la commande concernant la dépose des installations de gaz de l'atelier bois a été passée et sera effective mi-janvier 2026. - l'inertage de la tuyauterie gaz d'alimentation sera faite au même moment - l'abonnement au gaz de ville sera également arrêté au même moment
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant de lui faire parvenir les justificatifs de la dépose des installations de gaz au sein de l'atelier bois ainsi que de l'inertage de la tuyauterie gaz d'alimentation.  L'exploitant précisera les équipements mis à la place des radians gaz.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 3 : Contenu du POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021:</u> a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ; b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ; c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le

déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;

d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;

e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;

f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;

g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;

h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;

i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.

#### **Constats :**

L'inspection demande à l'exploitant de l'informer des mesures correctives prises suite au POI inopinée du 14/11/2023 concernant les éléments suivants:

- l'ajout des formations dispensées aux ESI (équipiers de seconde intervention) et DOI (directeur des opérations internes):

Des formations ont été dispensées aux ESI et DOI via l'école départementale de Jarnac sur 1 journée avec extinction de feu LI et feu de nappe ainsi que la manipulation des moyens de première intervention (RIA, extincteurs...).

La formation est précisée dans le POI et fait partie du plan de formation interne obligatoire gérée par le service RH.

Cette formation a été dispensée pour une vingtaine d'ESI répartie en deux groupes.

Un recyclage a eu lieu en 2024 des DOI via le CNPP.

Un recyclage « théorique » de cette formation est également prévu en interne par M. Chaumet, référent sécurité incendie du site.

Il se fera courant du mois de mars 2025 après la période d'inventaire.

- l'ajout détaillé des moyens et des méthodes permettant une remise en état du site:

Les moyens et les méthodes permettant une remise en état du site ont été intégrés au POI de manière détaillée.

- l'ajout de dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux (méthodes de prélèvement et analyses):

L'inspection rappelle à l'exploitant sa stratégie de prélèvement indiquée dans l'Etude de Danger

<p>(EDD) concernant le projet Olympe à savoir:</p> <p>" les premiers prélèvements dans l'air, sur les surfaces et eaux d'extinctions sont réalisés au plus tôt dans le cadre d'une astreinte. Des prélèvements dans les eaux superficielles sont proposées en phase d'astreinte dans le cas où les eaux d'extinction devraient être déversées dans le milieu naturel."</p> <p><u>En réponse, l'exploitant informe l'inspection des éléments suivants:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un contrat a été souscrit avec l'organisme APAVE pour solliciter une astreinte permanente pour la réalisation des prélèvements</li> <li>- un essai réel a été réalisé le 13/11/2025 matin avec une intervention en moins de 4 h sur site (délai contractuel).</li> </ul> <p>Le scénario était celui d'un feu du chai G2.</p> <p>L'APAVE a été appelé à 8h30 et est arrivée à 11h respectant ainsi le délai d'intervention inférieur à 4h.</p> <p>Les matériels de prélèvements amenés sur site ont été physiquement déployés.</p> <p>L'exploitant a précisé, en outre, avoir vérifié que:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* tout le matériel de prélèvement requis avait été dépêché</li> <li>* tout le matériel était conforme du point de vue métrologique ; ce qui était le cas en l'espèce.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la stratégie de prélèvement a été intégrée au POI</li> <li>- les points de prélèvements sont bien cartographiés dans la stratégie de prélèvement</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui communiquer une copie du compte-rendu de l'exercice POI en date du 13/11/2025.</p> <p>Dans le cas où des axes d'amélioration sont identifiés dans le compte-rendu, l'exploitant rend compte à l'inspection des dispositions mises en place pour y répondre et l'échéancier associé le cas échéant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

#### N° 4 : Stratégie en cas de perte d'électricité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Perte d'utilités</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces</p>



conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale...

#### **Constats :**

##### L'inspection a constaté les éléments suivants:

- des contrôles thermographiques des installations électriques haute tension sont réalisés sauf sur les cellules HT ; l'exploitant ne disposant pas de hublots de contrôles. Une maintenance des cellules est faite périodiquement tous les 2 ou 3 ans ; il appartient à l'exploitant de démontrer que cette maintenance est suffisante pour écarter la possibilité d'observer des échauffements au niveau des cellules électriques HT ;

- concernant l'évènement initiateur "rongeurs" (susceptibles d'altérer des câbles / installations électriques desservant des dispositifs de sécurité du site) indiqué dans l'EDD du projet Olympe, l'exploitant précise travailler avec un prestataire ECOLAB pour déposer des boîtes de détection de nuisible et de piégeage (pour détecter la présence de nuisibles) dans tous les bâtiments du site (chais, bâtiment tertiaire, ...).

Le prestataire passe sur l'ensemble des boîtes en extérieur des bâtiments tous les mois et en intérieur tous les deux mois.

Néanmoins, l'inspection a constaté, par sondage, sur le terrain, de l'absence de boîte rongeur en extérieur et en intérieur au niveau des locaux électriques et d'un transformateur HT local Phenix. L'exploitant confirme que ce dispositif de détection des nuisibles est également absent au niveau des 2 postes de livraisons desservant le site et des 5 transformateurs HT du site.

L'étude de dangers ne détaille pas les dispositions préventives en lien avec l'initiateur « rongeurs » pouvant induire un ERC de type pertes d'utilités, courts-circuits.

- Le site est alimenté par deux sources (le. postes de livraison) différentes de 15kVolts par ENEDIS: cela signifie donc qu'en cas d'arrêt ou coupure sur une ligne, la deuxième prend le relais. De surcroît, le site est alimenté par un point de livraison avec deux postes de transformation haute tension ; cela nécessite donc de faire basculer une source vers une autre par Enedis en cas d'avarie. L'exploitant a bien des procédures pour réaliser réactivement ce basculement en cas de nécessité.

- En cas d'arrêt des alimentations des deux postes de livraison ; le site du CEP ne possède pas de groupe électrogène permettant de prendre le relais d'alimentation électrique du site. Toutefois, les installations de protection incendie (SPRINKLER) resteraient fonctionnelles par la mise en service des motopompes thermiques. L'exploitant indique dès lors être en capacité de présenter à l'inspection les enregistrements des contrôles périodiques sur ces installations.

- Un plan de surveillance a été mis en place sur le site en cas de coupure électrique sur le CEP ainsi qu'une procédure d'appel et de surveillance visuelle du site (périphérie et des chais).

L'inspection constate, en outre, que l'EDD du site n'intègre pas dans sa globalité la notion de

perte d'utilités telle que prévue par la réglementation en vigueur.

Un unique point apparaît dans l'EDD à savoir, en cas de rupture du réseau de distribution électrique, de stopper l'alimentation électrique.

- mise en place d'une procédure de coupure d'énergie du CEP hors heures ouvrées.

- absence de liste des utilités associées pour l'alimentation en énergie du site, de plan de localisation et de carte d'implantation.

- absence d'identification des installations critiques (identification des effets directs et imprévus d'une perte d'électricité à l'échelle du site ainsi qu'au niveau du process/équipement sélectionné).

- absence d'identification des effets cascades sur les autres utilités en cas de coupure d'électricité (production de froid, chaleur, moyens de communication...) à l'échelle du site et au niveau du process/de l'équipement sélectionné.

- l'exploitant est identifié comme étant la personne appelant ENEDIS.

Cependant, ce dernier n'a pas de visibilité quant à la durée prévisionnelle d'indisponibilité.

- concernant les prises à l'arrêt et le maintien en sécurité des installations dans une situation de perte d'utilités, l'exploitant précise que les onduleurs et batteries protègent surtout pour les micro-coupures mais pas pour de grosses coupures électriques (l'autonomie de ces dispositifs étant de l'ordre de 30 minutes à 1 heure).

La protection incendie est autonome via les sprinklers (fonctionnement déclenché par thermo-fusibles passifs et démarrage des moto-pompes thermiques sans besoin d'une source électrique externe).

Les anémomètres pour la direction et le sens du vent en cas de gestion de crise, sont également autonomes car ils sont alimentés par des piles / solaires.

En outre, l'exploitant indique qu'au niveau de la salle PCEX du POI, l'impossibilité d'accéder au numérique est compensée par le fait que tous les documents nécessaires sont présents sous forme papier et régulièrement mis à jour.

De même, en termes de communication, se trouve dans cette salle des systèmes radios pour permettre d'échanger entre acteurs de la gestion de crise en cas de sinistre.

L'inspection constate, néanmoins, une possible difficulté pour connaître en temps réel l'état des stocks des EDV; ce dernier n'étant pas présent en version papier dans la salle POI.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de réaliser les mesures correctives suivantes:

- justifier que les contrôles réalisés en internes permettent de pallier préventivement à tout risque d'échauffement pour les contrôles des cellules haute tension (à défaut, l'exploitant fait réaliser des mesures par ultrasons par exemple pour s'assurer de l'absence d'échauffement)

- indiquer comment l'organisme appréhende ce point.

- ajouter une boîte rongeurs sur les 2 postes de livraison 15 kVA et les 5 transformateurs HT présents sur le site.

En cas de constat de présence de rongeurs avérés à proximité des installations électriques alimentant des dispositifs sensibles pour la sécurité du site et de son process, l'exploitant doit déclencher des contrôles de vérification des installations électriques pour s'assurer de l'absence de dégradation et d'impact sur la maîtrise des risques du site.

L'exploitant devra justifier que ces dispositifs sont bien présents au niveau des installations sensibles électriques dont notamment les postes transformations de livraison.

- mettre en place une liste des utilités associées pour l'alimentation en énergie du site, un plan de localisation et une carte d'implantation.

- identifier les installations critiques (identification des effets directs et imprévus d'une perte d'électricité à l'échelle du site ainsi qu'au niveau du process/équipement sélectionné).

- identifier les effets cascades sur les autres utilités en cas de coupure d'électricité (production de froid, chaleur, moyens de communication...) à l'échelle du site et au niveau du process/de l'équipement sélectionné.

- Ajouter dans la procédure de coupure d'énergie du CEP la phrase suivante : « en cas de perte d'utilité, poser la question à ENEDIS de la durée prévisionnelle d'indisponibilité qui peut varier en fonction du problème occasionnant l'indisponibilité »

- mettre en place une procédure d'accès au volume en temps réel d'EDV présents sur le site notamment au sein de la salle POI ou à défaut, de mettre un état des stocks en version papier à une fréquence réduite (hebdomadaire par exemple).

- compléter l'EDD du site en y intégrant notamment la stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (alimentation en énergie et utilités associées, arrêts et mise en sécurité...) et, ce, conformément à l'article 56 de l'arrêté ministériel du 4/10/2010 modifié.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 5 : Actions engagées pour la mise en sécurité

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

**Thème(s) :** Risques chroniques, perte d'utilités

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »

**Constats :**

L'exploitant indique à l'inspection que:

- les actions à réaliser pour mettre le process en sécurité sont connues des salariés.  
En effet, dès lors que la direction a pris la décision d'évacuer le site, le personnel a l'obligation de fermer manuellement toutes les vannes avant de partir du site.
  - les mises en sécurité des installations ne sont pas forcément testées en exercice.
  - absence d'essais particuliers réalisés afin de s'assurer que les vannes de transfert d'alcools (par exemple dans les chais d'assemblage) soient effectivement mises à l'arrêt.
  - absence de connaissance et de test du temps nécessaire pour mettre le process en sécurité
  - mise en place d'une procédure de coupure énergie du CEP hors heures ouvrées avec rédaction de fiches de consignes intégrées dans le POI
  - le personnel devant intervenir en cas de perte d'électricité ne sont pas spécialement formés ni entraînés.
- Seuls des exercices d'évacuation du site sont réalisés.
- Les techniciens de maintenance électricien ont une habilitation électrique.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de réaliser les actions correctives suivantes:

- réaliser un test hors activité des mises en sécurité des installations afin de s'assurer de l'effectivité de l'arrêt des vannes de transferts d'alcools et d'évaluer le temps nécessaire pour mettre le process en sécurité.
- lui communiquer le compte rendu de ce test.
- mettre en place des formations et des exercices d'entraînement pour le personnel devant intervenir en cas de perte d'électricité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 6 : Modalités de maintien de la surveillance en cas de coupure d'électricité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

**Thème(s) :** Risques accidentels, Perte d'utilités

**Prescription contrôlée :**

En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.

L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »

**Constats :**

L'exploitant n'a pas été en capacité d'indiquer à l'inspection les dispositions prises sur le site afin de :

- s'assurer de la pérennité de la mise en sécurité, y compris la surveillance du process/équipement sélectionné, en cas de perte d'électricité
- s'assurer que les reports des niveaux, alarmes, détection gaz, etc restent toujours alimentés.
- s'assurer, en cas de secours électrique dont l'autonomie est inférieure à 48h, de la mise en place de mesures compensatoires.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<p>L'inspection demande à l'exploitant de lui justifier des modalités organisationnelles mise en œuvre sur le site pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- s'assurer de la pérennité de la mise en sécurité</li> <li>- s'assurer que les reports d'alarme restent toujours alimentés.</li> <li>- s'assurer, en cas de secours électrique dont l'autonomie est inférieure à 48h, de la mise en place de mesures compensatoires.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, perte d'utilités
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>L'exploitant indique à l'inspection les éléments suivants:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- il n'existe pas de groupe électrogène sur site</li> <li>- l'autonomie de l'alimentation de secours électrique varie en fonction des équipements: <ul style="list-style-type: none"> <li>* pour les installations de vidéosurveillance / intrusion: les batteries ont une autonomie maximale de 1h</li> <li>* pour la détection incendie atelier entretien et bois: autonomie maximale de 1h</li> <li>* pour le NH<sub>3</sub>: autonomie maximale de 1h</li> </ul> </li> <li>- la détection incendie de la zone process alcools est sous thermo-fusible et déclenche de façon autonome, la mise en route du sprinklage dopé à la mousse. Il n'y a donc pas de batterie.</li> <li>- concernant la gestion centralisée des alarmes : en cas de coupure ou perte des remontées d'informations, l'exploitant a mis en place une astreinte avec une présence humaine sous couvert d'une procédure pour garantir une surveillance humaine.</li> <li>- la mise en place de secours sur le poste de sécurité n'est pas utile dans la mesure où les secours des onduleurs / batteries ne sont dimensionnés que pour 1h ; le PC sécurité, même si secouru, sera donc aveugle passé ce délai.</li> <li>- autonomie durée : 1 h mais il y a beaucoup de sécurité passive : en l'absence d'électricité, les activités se mettent à l'arrêt automatiquement et les vannes process (pied de cuves...) se ferment automatiquement.</li> <li>- au bout de 30 minutes si les énergies ne sont pas revenues suite à l'aléa, les astreintes sont déclenchées par l'agent en poste au niveau du PC sécurité.</li> <li>- 2 sources indépendantes (postes de livraison 15 kVA) alimentent le site de sorte que si, une, tombe en panne l'autre prenne le relais. L'exploitant ne sait cependant pas dire si une seule peut</li> </ul>

<p>tout alimenter.</p> <p>- le dimensionnement des batteries / onduleurs n'est pas connu avec exactitude (les données précisées supra ont été données oralement par l'exploitant).</p> <p>L'inspection constate, dès lors, qu'en l'absence de groupe électrogène sur site, l'autonomie ne peut permettre ni la mise en sécurité complète ni la possibilité de faire face à une coupure longue (au moins 48h).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui justifier des modalités organisationnelles mise en œuvre sur le site pour :</p> <p>- s'assurer de la fiabilité ou de l'indépendance des réseaux d'utilités en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale et, ce, afin qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 8 : Maintenance des utilités et dispositifs de secours électrique**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Perte d'utilités</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.</p> <p>Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.</p> <p>Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de donner des éléments de réponses à l'inspection quant à la maintenance et les tests des dispositifs de secours électrique (Batteries) à réaliser dès lors que les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles sortant des limites du site.</p>

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- réaliser des exercices et des tests périodiques permettant de détecter les anomalies lors de la mise en œuvre des mesures compensatoires ou du basculement vers les réseaux de secours</li> <li>- assurer la maintenance des équipements de secours et définir les critères à vérifier (ex : capacité pour une batterie)</li> <li>- explique comment il peut garantir la bonne gestion des équipements de secours électrique (respect des durées de vie constructeur liées aux conditions de fonctionnement (ex : température) ...)</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 9 : Plan d'action**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Perte d'utilités
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026 »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique à l'inspection qu'il ne s'est pas engagé dans l'établissement d'un plan d'action afin de mettre son installation en conformité avec les dispositions de l'article 56 de l'AM du 4/10/2010 modifié.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de réaliser <u>un plan d'action</u> intégrant les 3 phases suivantes et reprenant les points de contrôles précédents:</p> <p><b><u>En Anticipation :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* identifier l'ensemble des équipements électriques du site et ses réseaux d'utilités</li> <li>* déterminer les installations critiques en identifiant les effets directs et les effets imprévus ou différés d'une coupure électrique</li> <li>* hiérarchiser les installations du site nécessitant une alimentation électrique pour répartir, le cas échéant, la puissance électrique disponible</li> <li>* prévoir une alimentation électrique de secours pour tous les systèmes le nécessitant avec une autonomie permettant d'assurer leur fonctionnement a minima lors des opérations de mise en sécurité du site, et dimensionnée eu égard à la durée potentielle de la crise</li> <li>* avoir une vigilance particulière au moment des opérations de maintenance sur l'une des voies d'alimentation afin de sécuriser le fonctionnement de la ou des autres voies disponibles. Prévoir le scénario de 2 sources d'alimentation coupées simultanément. S'assurer de la disponibilité des pièces de rechange ;</li> </ul>



- \* veiller à la bonne gestion des équipements de secours en respectant les durées de vie constructeur pouvant être liées aux conditions de fonctionnement
- \* réaliser les contrôles électriques périodiques des installations et mettre en œuvre les actions correctives en découlant ;
- \* assurer la maintenance des équipements de secours et définir les critères à vérifier (ex. : capacité pour une batterie) ;
- \* disposer d'alarme en cas de panne électrique sur des équipements spécifiques lors de baisse de tension sur le réseau
- \* disposer d'un plan de lutte contre les nuisibles notamment au niveau des locaux électriques
- \* assurer une veille des conditions météorologiques et prévoir la mise en place d'une organisation dédiée en période de vigilance, notamment pour les vents violents, les orages et le grand froid.
- \* réaliser des exercices et des tests périodiques permettant de détecter les anomalies lors de la mise en œuvre des mesures compensatoires ou du basculement vers les réseaux de secours.

#### **Pendant la coupure électrique :**

- \* disposer d'un système d'astreinte permettant d'être joint par le gestionnaire de réseau en cas de coupure d'alimentation électrique du secteur
- \* intégrer que la salle de crise peut également être affectée par la coupure électrique et n'avoir plus aucun accès aux serveurs déportés ni de disposer d'aucun moyen de communication avec l'extérieur
- \* utiliser des moyens internes de communication (talkie-walkie) et des téléphones portables avec une redondance de réseaux téléphoniques pour les communications extérieures au site
- \* remplacer la perte de monitoring et de report d'alarmes par des rondes humaines, notamment pour relever les valeurs instrumentées sur le terrain. Une attention particulière devra être portée à la détection de potentiels phénomènes dangereux mais également aux sirènes d'alerte en cas de déclenchement d'un plan d'urgence. Ne pas oublier qu'une coupure électrique peut rendre inutilisable un système de défense d'un établissement (par exemple contre l'incendie) ;
- \* mettre en place des mesures de précaution (ex. : fermer la vanne de confinement des eaux)
- \* mettre en œuvre des mesures de la qualité de l'air, autour et à proximité du site, en cas de recours à des torchages de sécurité ou des by-pass des systèmes de traitement de fumées
- \* penser à l'information des riverains lors d'effets directs perceptibles depuis l'extérieur pour éviter des appels inutiles aux services de secours ;
- \* prendre en compte la durée de fonctionnement des mesures compensatoires (ex. : batteries)

#### **Après la coupure électrique :**

- \* planifier l'ordre de remise en service électrique des équipements et prévoir des contrôles adaptés sur ces derniers. Porter une attention particulière aux équipements en fonctionnement au moment de la coupure électrique, qui, selon leur paramétrage, pourraient être amenés à redémarrer seuls dès que l'alimentation électrique est rétablie (ex. : pompe) ;
- \* prévoir une procédure de redémarrage adaptée à chaque équipement (avec vérification du paramétrage) et dépendant des produits impliqués (nettoyage préalable de l'équipement pouvant être nécessaire).

L'inspection demande, en outre, à l'exploitant de lui communiquer une copie dudit plan d'action.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 10 : Équipements de défense contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/05/2002, article 9.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, moyens de secours contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- un réseau d'eau privé alimentant 8 poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés. Ce réseau ainsi que la réserve d'eau de 2000 m<sup>3</sup> de l'établissement sont capables de fournir le débit nécessaire à l'alimentation simultanée à l'alimentation, à raison de 60 m<sup>3</sup>/heure chacun, des poteaux d'incendie , pendant 2 heures,</li><li>- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés,</li><li>- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,</li><li>- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours,</li><li>- un système d'alarme incendie,</li><li>- un système d'extinction automatique d'incendie pourvue d'une alimentation en eau et énergétique autonome et disponible en toutes circonstances,</li><li>- un système de détection automatique d'incendie au niveau du laboratoire,</li><li>- une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque sans être inférieure à 100 litres et des pelles,</li><li>- des matériels spécifiques: masques, combinaisons, etc...</li><li>- des robinets d'incendie armés répartis dans les locaux chais et situés à proximité des issues. Ils sont protégés contre le gel et disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en directions opposées.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p><b>Suite à la visite d'inspection du 14/11/2023 (POI inopiné), les <u>actions correctives à mener</u> par l'exploitant étaient les suivantes :</b></p> <p>1°) L'ensemble des 8 poteaux incendie du site étant alimenté par le réseau AEP et non par une ressource privée et ne délivrant pas simultanément chacun 60 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar de pression, l'inspection demande à l'exploitant d'<u>étudier la possibilité d'alimenter ces 8 poteaux incendie par les réserves d'eau incendie interne au site.</u></p> <p>En cas d'impossibilité technique et économique, l'inspection invite l'exploitant à présenter les éléments le justifiant accompagné d'un avis du SDIS sur le temps de déploiement de ses moyens d'intervention pour les chais les plus éloignés des réserves incendie.</p> <p><u>Par transmission du 25/11/2025, l'exploitant informe l'inspection des éléments suivants :</u></p> <p>"Le débit sur nos Poteaux incendie (PI) n'est pas toujours &gt; à 60 m<sup>3</sup> et pour cette raison, nous avons échangé avec le SDIS.</p> <p>La proposition du SDIS est la mise en place d'une réserve d'eau complémentaire de 480 m<sup>3</sup> au lieu des 2000 m<sup>3</sup> prévus.</p> <p>Cette mesure est rendue possible grâce à la protection de tous les chais par un réseau de sprinklers et à la présence d'un réseau d'eau existant intégrant des poteaux incendie situés à moins de 200 m de chaque bâtiment, avec un débit d'environ 60 m<sup>3</sup>/h, permettant ainsi aux</p>

<p>sapeurs-pompiers de mettre en place les premières mesures de protection.</p> <p>Cette réserve complémentaire de 480 m<sup>3</sup>, située à moins de 400 m, permettra aux sapeurs-pompiers de disposer d'une quantité d'eau supplémentaire dans un délai estimé de moins de 2 heures après le début de l'incendie, afin de faire face aux scénarios prévisibles, notamment la nécessité de protéger les bâtiments voisins et d'établir des lances sur le bassin étouffoir et les rétentions si le feu devait s'intensifier,</p> <p>Une troisième réserve d'eau de 3200 m<sup>3</sup>, positionnée à l'entrée du site, permet également de répondre à de nombreux scénarios et à une montée en puissance conséquente du SDIS 16.</p> <p><b>2°)</b> l'exploitant a consulté son fournisseur d'eau VEOLIA qui lui a répondu en ce sens: « Vos installations sont alimentées en eau à partir d'un château d'eau ; nous ne sommes pas en capacité d'augmenter la pression ou le débit sur vos installations.</p> <p>Par ailleurs, les capacités au PI peuvent varier sensiblement en fonction des tirages de la journée. »</p> <p><b>3°)</b> l'exploitant a estimé que le coût des travaux pour créer un réseau sur-pressé sur le site serait de 1.1M€; ce qui lui est financièrement pas possible.</p> <p><b>Constats ce jour :</b></p> <p>La réserve de 480 m<sup>3</sup> sera mise en place au même moment que le chantier de construction du chai J2. Le chantier était en cours lors de la visite d'inspection.</p> <p>Cette réserve permettra de disposer d'une ressource en eau à l'opposé du site pour permettre aux pompiers d'attaquer un feu rapidement ; ce qui permet en parallèle de déployer les moyens mobiles (tuyaux, dévidoirs, ...) des pompiers depuis d'autres points d'eau.</p> <p>Cette réserve complémentaire devrait être opérationnelle au moment de la réception du chai J2 prévue en 2027.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui confirmer l'effectivité de la mise en place de la réserve complémentaire de 480 m<sup>3</sup> simultanément à la construction du chai J2. La réserve incendie devra être réceptionnée par le SDIS.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

#### N° 11 : Stockage ammoniac

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article annexe 1 art 2.12</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ammoniac</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Aménagement et organisation des zones de stockage ou d'emploi de récipients (hors installations de réfrigération)</u></p> <p>Les zones de stockage ou d'emploi des récipients sont aménagées et organisées en fonction des risques présentés par les substances ou mélanges stockés, tels qu'identifiés au point 4.1...</p>

**Constats :**

Le chai de finition F3 dispose d'un groupe froid avec deux compresseurs d'une capacité de 61 kg d'ammoniac (45 kg +16 kg supplémentaires dans le projet Olympe – rubrique 4735 de la nomenclature des ICPE) et d'une puissance de compression de 101.9 kW à 1000 tr/min.

Ce groupe fait l'objet d'un contrat de maintenance et d'entretien par une société extérieure spécialisée.

Il dispose, en outre, de deux types de détection :

- \* une détection de toxicité à 3 seuils (200, 400 et 600 ppm)
- \* une détection d'explosimétrie à 3 seuils (1000, 2000 et 3000 ppm d'ammoniac).

Dans le cadre du projet Olympe et bien que l'exploitant ait réduit les stockages de NH<sub>3</sub> sur site pour ne pas être soumis à la rubrique 4735, il s'est engagé à réaliser une étude des effets toxiques et de suppression ; celle-ci est en cours pour le chai F3 comprenant des modélisations des effets associés.

**Constats ce jour:**

- présence d'une détection gaz NH<sub>3</sub> avec report sur le PC de sécurité
- présence d'un panneau "ammoniac" sur la porte d'entrée du bâtiment où se trouve le circuit ammoniac, contigu au chai d'assemblage
- présence d'un détecteur de toxicité à 3 seuils apposé au mur
- présence d'une alarme sonore avec report sur le PC de sécurité
- présence d'une centrale de détection gérant la zone de stockage ammoniac vérifiée tous les 6 mois

L'inspection constate donc la bonne prise en compte par l'exploitant de l'ammoniac dans les potentiels de dangers ainsi que de la conformité de la zone de stockage avec l'annexe 1 de l'AMPG du 19/11/2009.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Protection contre le risque incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Annexe 5 art 47

**Thème(s) :** Risques accidentels, incendie

**Prescription contrôlée :****Principes généraux de prévention des risques.**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.

**Constats :**

L'inspection s'est rendue au sein du chai I3 afin de contrôler sa conformité au regard du risque incendie généré par le volume d'EDV présent dans ce chai (7500 m<sup>3</sup> répartis dans des tonneaux grands contenants en bois).

Ce chai a une superficie de 3000 m<sup>2</sup> et est séparé en 2 cellules de 1500 m<sup>2</sup>.

Il est aménagé sur une distance de 14 m au faîtage sur 2 niveaux.

**L'inspection a constaté:**

- l'absence de racks métalliques supportant des contenants bois d'EDV
- la vérification périodique des RIA réalisée en octobre 2025
- la présence de sprinkler sur les 2 niveaux et sous les contenants tonneaux bois
- toutes les armoires électriques process et distribution sont dans une zone spécifique et équipée de porte coupe-feu de classe EI 120
- la présence à l'extérieur d'un coffret de mise hors tension. Une coupure est effectuée tous les soirs par le personnel du site.
- la présence la nuit d'un rondier salarié de l'organisme Véritas
- la présence d'une rétention déportée conforme
- la présence de 1500 sacs de sable de 20 kg pour parfaire les rétentions et limiter le débordement des eaux d'extinction mélangés des écoulements d'alcools imbrûlés.

L'inspection constate, dès lors, la conformité du chai I3 au regard du risque incendie et de l'AMPG du 4/10/2010 modifié.

**Type de suites proposées :** Sans suite